

L'Europe de Jean Monnet est morte.

L'Europe de Jean Monnet est morte. Elle est passée de vie à trépas dans la nuit du 12 au 13 juillet 2015. Je le répète, puisque personne ne semble le savoir : l'Europe de Jean Monnet n'est plus qu'un cadavre.

Il est donc fini, le temps où les fédéralistes européens pouvaient affirmer que, grâce aux principes posés par leur maître, nos nations ne cessaient de progresser vers « une union de plus en plus étroite ». Fini le processus qui devait « créer un espace européen de paix, de démocratie et de prospérité ». Finie l'ambition de « promouvoir le bien-être de tous les peuples » de l'Europe. Il n'en reste que des mots vides de toute réalité.

Comment une œuvre qu'on proclamait impérissable, a-t-elle pu disparaître aussi soudainement ? La réponse est simple : l'organisme dont la tête est à Bruxelles a été empoisonné. Et le plus étonnant, c'est que « l'Union européenne » s'est administrée elle-même le poison mortel. Il s'appelle l'euro.

A vrai dire, ceux qui auscultaient attentivement la santé de l'Union, la savaient malade depuis longtemps, précisément depuis qu'elle avait commencé d'introduire l'euro dans ses aliments. Mais personne, moi compris, n'avait prévu une fin aussi bizarre, aussi caricaturale, que celle qui s'est produite la semaine passée. Pour en saisir le caractère paradoxal, je propose au lecteur d'examiner ce qu'a été l'existence de l'Union depuis qu'elle s'est adonnée aux plaisirs délétères de la monnaie unique.

L'euro a son origine dans le traité de Maastricht (1992). Son père s'appelle François Mitterrand. Dans l'esprit du Président français de l'époque, la nouvelle monnaie était un instrument de politique étrangère : elle devait attacher l'Allemagne tout juste réunifiée à la France : elle enserrerait le géant germanique dans des liens juridiques et financiers si étroits qu'il ne pourrait plus jamais les défaire.

La crainte inavouée de Mitterrand – celle d'une Allemagne cherchant son destin dans un jeu de bascule entre la Russie et l'Amérique- était mal fondée et sa parade peu crédible : on ne ligote pas un grand peuple par le papier d'un traité ni par des procédures monétaires. Mais elle méritait un débat politique. Il n'eut jamais lieu. L'idée de monnaie unique fut immédiatement reprise par les disciples de Jean Monnet et détournée de son but. Ils en firent une fin en soi. Ils l'entourèrent d'un culte intransigeant. Sa venue serait, selon eux, un acte historique qui marquerait l'entrée de l'Europe dans une ère de paix, de démocratie et de prospérité, dresserait un bouclier impénétrable contre les assauts du reste du monde et attacherait définitivement nos vieilles nations les unes aux autres dans une unité fraternelle. Ils proclamèrent que l'Europe ne reviendrait jamais sur un pas en avant aussi décisif et que le traité de Maastricht n'avait donc pas besoin de clauses de dissolution. Parmi les nombreux prophètes de cet accomplissement de l'histoire européenne, citons Michel Rocard : « Maastricht constitue (sic) les trois clés de l'avenir : il ouvre d'abord sur plus de prospérité et plus d'emploi, ensuite sur plus de sécurité et enfin sur plus de démocratie en Europe ». Je ne veux pas fatiguer le lecteur en lui infligeant les propos non moins grandiloquents tenus en 1992 par nos dirigeants actuels, Sarkozy et Juppé, Fabius et Sapin par exemple. Il reste à indiquer que c'est par ce genre de promesses que nos responsables politiques arrachèrent au peuple français un consentement réticent à l'euro (51% des suffrages).

Les institutions de Bruxelles, enthousiasmées par un projet qui allait leur donner un pouvoir accru, le prirent alors en mains. La Commission prépara de nouvelles directives et le Parlement européen multiplia les « résolutions ». « Les Etats membres doivent réunir au plus vite les conditions de création d'une union monétaire » proclama ce dernier. Il rappela à ceux qui avaient des doutes, que « les effets bénéfiques de l'union monétaire sur la croissance

économique et sur l'emploi seraient substantielles pour tous les Etats membres ». Je peux attester que les rédacteurs de cette affirmation extravagante étaient sincères.

L'enthousiasme bruxellois était si grand et les certitudes des disciples de Jean Monnet si enracinées, que les timides objections qui leur étaient présentées, furent balayées comme des incongruités. J'ai participé à des commissions parlementaires qui auditionnaient des spécialistes de la monnaie. La démonstration négative de l'un cachait, disaient les partisans de Maastricht, la jalousie des milieux financiers anglo-saxons ; les avertissements d'un autre, son nationalisme dépassé ; les réserves d'un troisième, son ignorance foncière. La principale critique qui était faite à l'euro, peut être résumée en deux phrases : il allait placer des nations dont les vies économiques et sociales différaient profondément, sous les décisions uniformes d'un pouvoir monétaire centralisé. Il en résulterait inévitablement des distorsions lesquelles aboutiraient à des tensions insupportables. La Commission européenne, agacée, comprit qu'il ne suffisait pas de déconsidérer les détracteurs de l'euro. Elle leur opposa une autre théorie « scientifique » : la monnaie unique, publia-t-elle, loin de créer des distorsions entre pays européens, sera au contraire un facteur irrésistible de « convergence » économique et sociale. Grâce à elle, la Grèce et l'Allemagne, la France et le Danemark, le Portugal et la Finlande atteindront rapidement le même niveau de vie, le même taux d'emploi, la même prospérité. L'Europe allait s'unifier par le haut.

C'est sur toutes ces prévisions et promesses que le projet de l'euro fut mis en oeuvre. Il me paraît indispensable de les rappeler parce que la validité d'une politique se juge par comparaison entre les intentions et les résultats.

Les institutions de Bruxelles, emportées par leur élan, décrétèrent que l'adoption de l'euro était obligatoire pour tous les Etats membres de l'Union. Quatre d'entre eux regimbèrent : la Grande Bretagne, la Suède, le Danemark et la Grèce. La première était trop puissante pour que la Commission pût la faire plier. Elle obtint la dérogation qu'elle demandait (opt-out). La seconde, après avoir longtemps traîné les pieds, finit par s'abriter derrière le résultat négatif d'un référendum populaire (2003) pour ne pas donner son adhésion. Le Danemark se contenta d'un compromis : il conserva sa monnaie nationale mais l'accrocha irrévocablement à l'euro. La Grèce était trop faible pour se voir accorder un traitement particulier. Sommée d'adhérer « dans les meilleurs délais et ce, dans son propre intérêt », elle s'inclina. Elle passa sous les fourches caudines des « 4 critères » auxquels tout candidat à la monnaie unique devait satisfaire. Elle le fit avec tant de bonne grâce que le Conseil européen tint à « féliciter la Grèce pour les résultats qu'elle a obtenus grâce à une politique économique et financière saine » (3 mai 2000). Je rappelle ces faits pour réfuter la légende, trop répandue aujourd'hui, d'une Grèce si désireuse d'entrer dans la zone euro qu'elle en a forcé la porte en truquant ses comptes publics.

Que se passa-t-il alors ? L'inévitable. Ni la pensée de Jean Monnet, ni les décisions de la Banque centrale européenne, ni la surveillance tatillonne de la Commission ne purent empêcher que la Grèce demeurât une nation des Balkans, dont la prospérité dépend beaucoup plus de ses relations avec ses voisins que de ses liens avec le lointain Bruxelles. Son premier client est la Turquie et son premier fournisseur, la Russie. L'Allemagne est son seul partenaire européen de quelque importance. Encore faut-il préciser qu'elle ne vend à Athènes que certains produits industriels et ne lui achète à peu près rien. L'euro convient donc mal à la Grèce ; il l'isole de son milieu naturel. Le gouvernement grec ne tarda pas à prendre conscience du malaise économique qui en résultait. Mais, à la manière des faibles, il n'osa pas affronter une réalité trop dure. Il choisit de biaiser. C'est alors qu'il commença de manipuler les « 4 critères » de conformité aux règles de la zone euro. On dit aujourd'hui que les institutions européennes ont découvert avec stupeur, en 2010, les tricheries grecques. C'est faux. Dès 2005, la Commission de Bruxelles se plaignait de l'obscurité et de l'approximation des comptes publics hellènes. Mais, sur le moment, personne n'y a attaché de l'importance.

Il y avait une raison à l'indifférence des disciples de Jean Monnet. Pendant les sept années qui suivirent l'introduction de l'euro (2000-2008), la réalisation de leur rêve les avait plongés dans un état d'euphorie tel qu'ils écartèrent toutes les nouvelles qui contrariaient leurs prédictions. Une vague de dépenses effrénées s'étendit sur l'Europe. Aux observateurs qui gardaient la tête froide, la croissance économique qui s'ensuivit semblait trop artificielle pour durer. Mais, à Bruxelles et à Francfort, on choisit d'y voir une manifestation éclatante de la prospérité annoncée.

Soudain, en 2009, une violente tempête financière secoua la zone euro. Alors l'impensable se produisit. La terre promise, qui semblait presque atteinte, s'évanouit comme un mirage. Les peuples européens, stupéfaits, découvrirent un paysage tout autre que celui décrit par les disciples de Jean Monnet. Il était sombre et sans perspectives. Au lieu de prospérité partagée, un appauvrissement qui frappait inégalement les peuples ; à la place d'une croissance régulière de l'emploi, un chômage massif, particulièrement cruel aux jeunes ; et plus encore que ces faits désastreux, la « convergence » s'était évaporée. Une nation et une seule s'enrichissait de l'affaiblissement de toutes les autres. C'était l'Allemagne. Le dogme central de l'euro, si hautement proclamé par la Commission de Bruxelles et repris par la Banque centrale européenne, était faux. Aucune des prophéties avancées par les adeptes de la monnaie unique n'a été plus brutalement démentie par les événements que celle là.

La Grèce, si éloignée de Bruxelles, si isolée, fut évidemment la victime la plus pitoyable de la chute de l'utopie. Nulle part dans l'Union européenne, le chômage ne devint plus étendu, l'activité plus ralentie, la divergence avec la puissante Allemagne plus béante. Il est naturel que les appels au secours les plus désespérés soient venus d'elle.

On aurait pu penser que les disciples de Jean Monnet, remis de leur ivresse, prendraient les mesures réalistes qui s'imposaient, dût leur doctrine en souffrir. Ils préférèrent s'accrocher à leur rêve. « L'euro, c'est l'Europe et l'Europe, c'est l'euro » affirmèrent d'une même voix Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Le remède qu'ils employèrent pour guérir la Grèce, consista à renforcer l'application des « 4 critères ». Il ne pouvait faire aucun bien au patient. De fait, son état empira. Exténué de souffrances, il est revenu, il y a six mois, implorer un ultime secours.

La réponse des institutions européennes –le Conseil, la Commission, le Parlement, la Banque centrale- ne pouvait plus être dilatoire. La gravité des événements ne le permettait pas. Elle a été donnée le 12 juillet. Elle a consisté à réaffirmer, de la façon la plus nette, la nécessité pour la Grèce et tous les autres Etats membres, de respecter rigoureusement les règles qui font la spécificité de la zone euro. Apparemment, la victoire des disciples de Jean Monnet est totale et définitive. « La zone euro est sauvée » jubilait François Hollande le 13 juillet. Pourquoi, alors, dis-je qu'au contraire, leur Europe est morte cette nuit là ? Parce que les dirigeants de l'Union ont avoué par un silence on ne peut plus parlant, qu'ils ne savaient pas comment tenir les promesses qui ont conditionné la naissance de la monnaie unique. Ils sentent au fond d'eux-mêmes, que le contrat est rompu. Mais ils n'arrivent à se détacher de l'utopie. Alors ils se réfugient dans le monde abstrait des « 4 critères » pour éviter d'avoir à répondre d'une réalité qui est en tous points le contraire de ce qui était annoncé. Ils en viennent, par un retournement dialectique étonnant, à expliquer que la fraternité des peuples européens est ébranlée non pas par les méfaits de l'euro mais par l'impéritie des Grecs. Pour qu'aucun reniement des engagements passés ne nous soit épargné, ils transforment même le « plus de démocratie » du traité de Maastricht en tutelle brutale sur le gouvernement d'Athènes. Ce dernier est tenu de soumettre tous ses « projets législatifs » à ses créanciers étrangers avant même de les présenter à son Parlement. Je n'arrive pas à comprendre comment un Chef d'Etat français a osé contresigner cette clause. A-t-il perdu le souvenir honteux de Vichy ?

C'est par leurs clameurs de triomphe que nos dirigeants reconnaissent l'échec historique de l'Europe de Jean Monnet. Elle n'est plus qu'un poids mort que nous portons à grand peine. Je ne sais combien de temps nos dirigeants réussiront à nous faire croire que le 13 juillet a été non pas la nuit de son décès mais au contraire le jour de sa santé retrouvée. L'illusion ne saurait durer bien longtemps.

Michel Pinton
Ancien député au Parlement européen